Note introductive

Le Groupe de Presse Iwacu a écopé d'une sanction injuste mais surtout illégale, comme le démontre le mémorandum. Mais, par respect des institutions, nous avons obtempéré.

Néanmoins, ce qui est arrivé à Iwacu, devrait être une occasion pour réfléchir ensemble sur le rôle et l'action du CNC.

Lorsque l'actuelle équipe du CNC a été nommée, avec à la présidence un ancien journaliste, nous avons été les premiers à saluer cette promotion.

Mais hélas, nous avons vite déchanté. En effet, très rapidement, le CNC s'est drapé dans un rôle de répression, oubliant sa fonction de parent, qui peut certes réprimander, voire punir, mais surtout un rôle de parrain, au sens noble du terme : un accompagnateur.

Ainsi, les mots « invitation », « dialogue », sont inconnus dans le vocabulaire du CNC qui use plutôt de « convocation » et autres « punitions. »
Petit à petit, ce positionnement hostile du CNC a bouché tous les canaux de communication avec les médias.

Cela serait intéressant pour le gouvernement, s'il pouvait commanditer un petit sondage auprès des médias avec cette simple question : « *Quelle est votre perception du CNC ?* ». Il serait effaré du gouffre ou du mur, c'est selon, qui sépare cette institution avec la plupart des médias burundais.

Il faut dire les choses comme elles sont : il n'existe presque plus de communication entre le CNC et la plupart des médias.

Ainsi, nous n'entendrons presque jamais le CNC prendre position lors des différentes crises qui ont émaillé la vie médiatique burundaise ces derniers temps.

On sait par ailleurs que les médias sont confrontés à de multiples problèmes d'organisation, de survie. Le CNC aurait pu par exemple réfléchir et proposer au gouvernement une politique fiscale en faveur des médias, pour leur permettre de payer moins d'impôts et contribuer ainsi à leur survie. C'est ce qu'ont fait au Bénin et au Sénégal des institutions qui jouent le même rôle que notre CNC.

Sur le plan politique, le CNC aurait pu prendre position sur le respect de l'équité de la présence des différents courants politiques sur les médias publics. Là encore, un petit sondage dans les différents milieux politiques serait édifiant.

Revenons sur le cas de la suspension du Forum du site Iwacu. Nous démontrerons par la suite l'illégalité de la mesure. Mais d'ores et déjà, il faut déplorer la léthargie du CNC sur toutes les dérives que l'on a observées sur les sites burundais.

Des sites ont publié des informations diffamatoires envers les plus hautes autorités du pays mais le CNC n'a jamais entrepris une action contre ses sites. Interrogé après la suspension du Forum du Groupe de Presse Iwacu, le président du CNC a donné cette réponse incroyable : « *Ces sites ne sont pas enregistrés au Burundi* ». Or, tout le monde sait qu'avec les techniques actuelles, il est très aisé de connaître l'hébergeur d'un site internet. Ces sites sont tous hébergés dans des pays connus, avec une législation claire en matière de diffusion internet. Avec un peu de volonté, le CNC aurait tenu à mieux se renseigner sur les possibilités de saisir la justice dans les pays concernés. On peut comprendre qu'à quelques mois de la fin de son mandat, le CNC ait voulu sortir de sa léthargie habituelle et frapper l'opinion nationale et internationale. Cédant à la facilité, il s'est rabattu sur un site , comme l'a dit son président, « *inscrit au CNC* ». La légalité d'Iwacu en faisait un bouc-émissaire parfait.

Or, le méritions-nous vraiment ? Au-delà même de l'illégalité de la mesure, revenons sur le rôle d'accompagnateur que le CNC aurait pu jouer : y'a-t-il eu un seul jour où le CNC s'est penché, dans une attitude d'échange et de

compréhension mutuelle, sur le fonctionnement du site web du journal Iwacu, afin d'en connaître les rouages, proposer des améliorations au niveau des filtres du forum, comprendre à quel point cet espace en ligne participe à renforcer le débat démocratique numérique entre les Burundais établis sur le sol national, la diaspora et les amis de notre pays ?

Hélas non !

Le CNC devrait jouer un rôle important dans le travail et le développement de la presse au Burundi. Il devrait être cette institution sereine, partenaire des médias.

Ce que l'équipe actuelle n'est pas, malheureusement, au détriment des médias, du gouvernement et du Burundi.